

## L'après-guerre, la naissance d'une politique européenne

### Document 1 : La résistance et l'Europe

*Ce projet est élaboré à Genève par des résistants venus de nombreux pays européens (Allemagne, Italie, France, Pays-Bas, Danemark, Norvège, Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie).*

La résistance à l'oppression nazie qui unit les peuples 'Europe dans un même combat a créé entre eux une solidarité et une communauté de but et d'intérêts. [...] La paix européenne est la clé de voûte de la paix du monde. En effet, dans l'espace d'une seule génération, l'Europe a été l'épicentre de deux conflits mondiaux qui ont eu avant tout pour origine existence sur ce continent de trente États souverains. Il importe de remédier à cette anarchie par la création d'une Union fédérale entre les peuples européens. Seule une Union fédérale permettra la participation du peuple allemand à la vie européenne sans qu'il soit un danger pour les autres peuples. [...]

L'Union fédérale devra posséder essentiellement :

Un gouvernement responsable non pas envers les gouvernements des divers États membres, mais envers leurs peuples, par lesquels il devra pouvoir exercer une juridiction directe dans les limites de ses attributions.

Une armée placée sous les ordres de ce gouvernement et excluant toute autre armée nationale.

Un tribunal suprême qui jugera toutes les questions relatives à l'interprétation de la Constitution fédérale et tranchera les différends éventuels entre les États membres ou entre les États et la fédération.

Déclaration des résistances européennes, Genève, juillet 1944

### Document 2 : Discours de W. Churchill lors de l'ouverture du Congrès de La Haye

Ce congrès a réuni les personnalités dirigeantes dans le domaine de la pensée et dans celui de l'action ; représentant tous les pays libres de l'Europe. [...] Nous n'échapperons aux périls qui s'annoncent qu'en oubliant les haines du passé, en laissant s'apaiser les rancœurs nationales et l'esprit de revanche, en faisant disparaître progressivement les frontières nationales et les barrières qui aggravent et cristallisent nos divisions [...]. Au centre de notre mouvement est une charte des droits de l'homme, sauvegardés par la liberté et soutenus par la loi. [...]

L'aide mutuelle dans le domaine économique et une organisation commune de défense militaire, doivent inévitablement être accompagnés pas à pas d'un programme parallèle d'union politique plus étroite. D'aucuns prétendent qu'il en résultera un sacrifice de la souveraineté nationale. Je préfère, pour ma part, voir l'acceptation progressive par toutes les nations en cause de cette souveraineté plus large qui seule pourra protéger leurs diverses coutumes distinctives, leurs caractéristiques et leurs traditions nationales qui, toutes, disparaîtraient sous un système totalitaire, fut-il nazi, fasciste ou communiste.

Winston Churchill, discours d'ouverture du congrès de La Haye, 7 mai 1948

### Document 3 : Extraits des déclarations des Commissions du Congrès de La Haye (10 mai 1948)

Commission politique

Le congrès [...],

Déclare que l'heure est venue pour les nations de l'Europe de transférer certains de leurs droits souverains pour les exercer désormais en commun, en vue de coordonner et de développer leurs ressources. [...]

Considère que l'Union ou la Fédération, dont le but sera d'assurer la sécurité des peuples qui la composeront, devra être indépendante à l'égard de toute puissance et ne constituer une menace contre aucune nation.

Commission économique et sociale

Le congrès [...] : Invite instamment tous les gouvernements intéressés à annoncer aussitôt leur volonté de s'engager dans la voie de l'union économique [par] des dispositions tendant à [...] réduire et, dans tous les cas où cela est possible, abolir finalement les tarifs douaniers entre les États participants, [...] préparer ainsi la libre convertibilité des monnaies et le rétablissement progressif de la liberté du commerce entre les pays de l'Europe, [...] promouvoir d'une part un programme concerté du développement des ressources agricoles et de l'équipement nécessaire à cet effet, pour assurer à l'Europe le niveau d'alimentation le plus élevé possible [...].

Considère que, [...] l'Union européenne devra par la suite assurer dans toute son étendue : la libre circulation des capitaux, l'unification monétaire, [...] l'Union douanière complète, comportant l'abolition de toutes les barrières opposées à la circulation des marchandises entre les pays de l'Union [...], l'harmonisation des législations sociales.

Commission culturelle

Le congrès [...],



Considérant que cette unité profonde [de l'Europe], au sein même de nos diversités nationales, doctrinales et religieuses, est celle d'un commun héritage de civilisation chrétienne, de valeurs spirituelles et culturelles, et d'un commun attachement aux droits fondamentaux de l'homme, notamment à la liberté de pensée et d'expression [...] ;  
Considère que la défense des droits de l'homme est l'axe même de nos efforts vers une Europe unie.

#### **Document 4 : Message aux Européens après le Congrès de La Haye**

*Ce texte a été préparé par Denis de Rougemont, fédéraliste suisse, et adopté à l'unanimité lors de la séance finale du congrès de La Haye.*

L'Europe est menacée, l'Europe est divisée, et la plus grave menace vient de ses divisions. Appauvrie, encombrée de barrières qui empêchent ses biens de circuler, mais qui ne sauraient plus la protéger, notre Europe désunie marche à sa fin. Aucun de nos pays ne peut prétendre, seul, à une défense sérieuse de son indépendance. [...]

Engagements :

1. Nous voulons une Europe unie, rendue dans toute son étendue à la libre circulation des hommes, des idées et des biens.
2. Nous voulons une charte des droits de l'homme, garantissant les libertés de pensée, de réunion [...], ainsi que le libre exercice d'une opposition politique.
3. Nous voulons une cour de justice capable d'appliquer les sanctions nécessaires pour que soit respectée la charte.
4. Nous voulons une assemblée européenne, où soient représentées les forces vives de toutes nos nations.

« Message aux Européens », La Haye, 10 mai 1948

#### **Document 5 : *Le Monde* présente le Conseil de l'Europe à ses lecteurs**

*Le 7 mai 1949, deux jours après la signature du traité instituant le Conseil de l'Europe, le quotidien français Le Monde analyse ses attributions et son rôle.*

Le Conseil de l'Europe, sans se les interdire, ne s'occupera qu'accessoirement des problèmes économiques. Il laissera de côté les questions militaires. Ses attributions et son rôle ressortent de la composition même de ses deux organes, l'Assemblée consultative et le Comité des ministres.

L'Assemblée sera essentiellement une émanation des Parlements nationaux, même si elle comprend quelques membres non parlementaires. Comme son nom l'indique, elle n'a aucun pouvoir de décision. Elle sera avant tout l'interprète de l'opinion, et s'efforcera de contribuer à la formation d'une opinion européenne en discutant publiquement des grands problèmes sociaux, culturels, juridiques, etc., qui intéressent les différents peuples.

Le Comité des ministres, qui se composera des ministres des Affaires étrangères, aura un rôle plus actif. Il examinera les recommandations de l'Assemblée. Son autorité pourra être considérable du fait que ses membres dirigeront la politique extérieure dans leurs pays respectifs. Cependant, ils ne pourront pas prendre non plus de décisions communes et devront se contenter de recommandations à leurs gouvernements.

Ceux-ci conservent donc toute leur souveraineté, ils n'en délèguent pas la moindre parcelle au Conseil de l'Europe. Nous n'en sommes pas encore au stade de l'État supranational auquel les États nationaux abandonneraient une partie de leurs pouvoirs. Il s'agit simplement de faciliter la confrontation des vues entre les peuples membres de la nouvelle organisation.

« Le Conseil de l'Europe », *Le Monde*, 7 mai 1949

